

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Bourges, le 13/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MECACHROME FRANCE

27-49 avenue E. Casella
18700 Aubigny-sur-Nère

Références : /
Code AIOT : 0010000032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement MECACHROME FRANCE implanté 27-49 avenue E. Casella 18700 Aubigny-sur-Nère. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incident du 24 janvier 2024 (réaction chimique).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MECACHROME FRANCE
- 27-49 avenue E. Casella 18700 Aubigny-sur-Nère
- Code AIOT : 0010000032

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MECACHROME est spécialisée dans la conception, l'ingénierie, l'usinage et l'assemblage de pièces et d'ensembles de haute précision, destinés aux domaines de l'aéronautique, de l'automobile, du sport automobile, de la défense et de l'énergie.

La société a été autorisée par l'arrêté préfectoral n°1999.1.1030 du 04 octobre 1999, complété par les arrêtés préfectoraux des 05 septembre 2000 et 24 novembre 2006 et la lettre préfectorale du 16 juillet 2020.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------|--|--|-----------------------|
| 2 | Prévention des risques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 3 | Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 2.2 | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 4 | Prévention des risques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 | Demande de justificatif à l'exploitant | 60 jours |
| 6 | Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.5.7.1. | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 60 jours |
| 9 | Déchets | Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.3.6. | Demande de justificatif à l'exploitant | 60 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 1 | Prévention de la pollution de l'eau | Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.1.11. | Sans objet |
| 5 | Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.5.1.1. | Sans objet |
| 7 | Prévention des risques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 | Sans objet |
| 8 | Prévention des risques | Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.5.8.4. | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention de la pollution de l'eau

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.1.11. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles |
| Prescription contrôlée : [...] Les unités, parties d'unités, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement doivent être associées à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes ; . 100 % de la capacité du plus grand réservoir, . 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. Les capacités de rétention comme les canalisations de transport de produits dangereux et les réseaux de collecte des effluents doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des fluides qu'ils pourraient contenir. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation associés qui doivent être maintenu fermés. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. [...] |
| Constats : Suite à l'incident du 24 janvier 2024 « réaction chimique » dans un atelier, l'inspection des installations classées a réalisé une visite le 25 janvier 2024. Lors de cette visite, l'inspection a constaté que la cuve à l'origine de la réaction fait partie d'un groupe de huit bacs ayant la même rétention. L'exploitant indique à l'inspection qu'il n'y a pas d'incompatibilités entre les différents bacs, ces bacs sont tous sur une base d'acide nitrique. L'inspection a vérifié la présence de fiches d'incompatibilités affichées dans l'atelier « bacs » ainsi que dans les locaux « Adipréne » et « Préparation peinture ». [PdC n°1] Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Prévention des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise de l'exploitation |
| Prescription contrôlée : |

| |
|--|
| <p>[...]</p> <p>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise simplement une vérification visuelle semestrielle. Aucune vérification n'est effectué par un prestataire. Ces vérifications ne sont pas enregistrées dans un registre.</p> <p>[PdC n°2] L'ensemble des contrôles, vérifications et les opérations d'entretien ne sont pas notés sur un ou des registres spécifiques.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à l'enregistrement de l'ensemble des contrôles, vérifications et opérations d'entretien sur le registre sécurité en place au sein de l'établissement et transmet à l'inspection des installations classées un justificatif permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 60jours</p> |

N° 3 : Prévention des risques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 2.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des incidents et accidents</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident,</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection des installations classées qu'une réaction chimique a été observée lors de l'incident du 24 janvier 2024, entre un outillage en acier et un bain d'acide nitrique. Cela a donné lieu à une réaction exothermique. L'exploitant précise que le bain de décapage est prévu pour décaper des pièces avec l'utilisation d'un outillage adapté en termes de matières (téflon ou inox).</p> <p>[PdC n°3] L'utilisation du bain de décapage d'acide nitrique n'a pas été réalisé avec le bon outillage.</p> |

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant procède à la rédaction d'une fiche de procédure pour le décapage des outillages. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un justificatif de mise en place de cette fiche, permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 60jours |

N° 4 : Prévention des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des risques |
| Prescription contrôlée : [...] A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; -la tenue à jour des procédures ; -le test des procédures incident/ accident ; [...] Ces actions sont tracées. [...] |
| Constats : L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que lors de l'incident du 24 janvier dernier, aucune procédure n'ait en place pour le décapage d'outil. Car, ce type d'opération n'était pas prévu. L'exploitant précise qu'une fiche d'instruction va être créée pour ce type d'opération. Cette procédure fera l'objet d'une validation préalable par un référent technique. [PdC n°4] Aucune procédure n'est établie pour le décapage d'outils. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant procède à la création d'une fiche de procédure pour le décapage d'outils et transmet à l'inspection des installations classées un justificatif permettant de répondre au constat [PdC n°4] formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |

Proposition de délais : 60jours

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.5.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et complète régulièrement la liste de tous les procédés potentiellement dangereux mis en œuvre dans l'établissement. || procèdera à leur examen systématique sur la base d'un ensemble de critères permettant d'en apprécier les risques potentiels pour l'environnement et la sécurité des personnes.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le responsable HSE a un fichier comprenant la liste de toutes les procédures et toutes les Fiches de Données de Sécurité. Les fiches de procédures sont répertoriées dans un fichier informatique consultable par l'ensemble du personnel et sont également présentes sur site en version papier. Lors de la visite, l'inspection a consulté par échantillonnage les fiches procédures ST 044 A et ST 042A.

[PdC n°5] Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.5.7.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien.) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites, mises à la disposition des opérateurs concernés.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'aucune procédure spécifique n'est en place pour la mise en bain d'outillage.

Suite à l'incident du 24 janvier dernier, l'exploitant a précisé à l'inspection qu'une fiche d'instruction va être créée pour l'utilisation de chaque outillage.

[PdC n°6] Aucune procédure n'est établie pour l'utilisation des différents outillages.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à la création de fiches de procédure pour l'utilisation de chaque outillage et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°6] formulé.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 60jours |

N° 7 : Prévention des risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des risques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.</p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure:</p> <p>[...]</p> <p>-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</p> <p>Ces actions sont tracées.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les formations du personnel sont réalisées en interne avec la délivrance d'une habilitation. L'exploitant tient à jour un fichier de suivi des formations effectuées par le personnel.</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection que des fiches de poste sont élaborées pour chaque activité. L'inspection a consulté la fiche n° 900503 d'avril 2022, relative au « décapage attaque acide ».</p> <p>L'exploitant indique que le personnel extérieur fait l'objet d'un plan de prévention avec un suivi.</p> <p>L'exploitant précise également que l'établissement est doté de fiches réflexes. Ces fiches sont sous format informatique (consultable par l'ensemble du personnel) et papier à différents endroits et à proximité des chefs de secteurs.</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté certaines fiches réflexes (dépotage d'essence, éviter les pollutions locales).</p> <p>[PdC n°7] Pas d'écart constaté.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Prévention des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.5.8.4. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour contrôler le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p> |

| |
|---|
| [...] |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les formations du personnel sont réalisées en interne avec la délivrance d'une habilitation. L'exploitant tient à jour un fichier de suivi des formations effectuées par le personnel.</p> <p>[PdC n°8] Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/1999, article 3.3.6.</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant devra toujours être en mesure de justifier de la nature, de l'origine, du tonnage, du mode et du lieu de transport et d'élimination de tout déchet produit par ses installations. Pour chaque enlèvement de déchet, les renseignements minima suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques.) et conservés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Code du déchet selon la nomenclature, - origine et dénomination du déchet, - quantité enlevée, - date d'enlèvement, - coordonnées de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé, - coordonnées de la société chargée de l'élimination, - nature de l'élimination effectuée. <p>Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que suite à l'incident du 24 janvier 2024, il a fait appel à une société spécialisée pour l'évacuation de l'acide présent dans la rétention et la décontamination de la zone.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection l'application « Trackdéchets » et plus particulièrement son établissement. L'inspection a constaté que l'exploitant utilise l'application « Trackdéchets » pour le suivi des déchets dangereux générés par les activités sur son site.</p> <p>[PdC n°9] L'exploitant transmet à l'inspection le bordereau de suivi de déchets dangereux correspondant à l'évacuation des déchets issus de l'incident du 24 janvier 2024.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°9] formulé.</p> |

| |
|---|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 60jours |